

Pourquoi Pétain renversa la République

par Marc-André Cotton

Résumé : Le 10 juillet 1940, l'Assemblée nationale donnait tous pouvoirs au maréchal Philippe Pétain pour promulguer la nouvelle Constitution de l'État français. Le lendemain, ce dernier mettait fin à la III^e République et la remplaçait par un gouvernement de collaboration avec l'Allemagne nazie, le « régime de Vichy ». Le présent essai cherche à mettre en évidence les motivations inconscientes qui - au cours des années précédant la guerre - conduisirent une partie de la nation française à envisager favorablement un rapprochement avec Hitler et à accepter les conditions d'un armistice humiliant. Il s'attache notamment à préciser en quoi la personnalité du Maréchal le prédisposait à son rôle et dans quel jeu collectif la nation se trouvait embarquée.

Pour l'opinion publique, les événements tragiques de mai-juin 1940 apparaissaient à peu près ainsi : sous la terrible attaque des forces allemandes, le front français avait cédé et le gouvernement avait fait appel à deux grands chefs militaires - dont le maréchal Pétain lui-même - pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être. Hélas, le « vainqueur de Verdun » avait dû reconnaître que la partie était perdue et déclarer aux Français le 17 juin, « sûr de la confiance du peuple tout entier », qu'il avait demandé l'armistice. « Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal », leur disait-il encore le 25, avant d'ajouter : « un ordre nouveau commence. »

Le discours du 17 juin.

Mais voyons quels sentiments refoulés s'exprimaient à travers ces paroles. Sa courte allocution radiodiffusée du 17 juin 1940 contient les termes émotionnels suivants :

Sûr - affection - admirable - héroïsme - ennemi - sûr - magnifique - devoir - sûr - fierté - sûr - confiance - don - malheur - douloureuse - malheureux - dénuement - extrême - cœur serré - dures - fassent taire - angoisse - écouter - foi - Patrie.

Dans la première partie de son discours, Pétain s'emploie à souligner l'héroïsme des militaires et le don qu'il fait désormais de sa personne à la France. Dans la seconde, il évoque le malheur des réfugiés et informe qu'il s'est adressé dans la nuit « à l'adversaire » pour demander de rechercher - « entre soldats, après la lutte et dans l'honneur » - les moyens de mettre fin aux hostilités.

Voici une traduction plausible du contenu émotionnel de ces deux parties, mise en relation avec le vécu refoulé de l'enfant : « *Mon affection va à l'admirable héroïsme ennemi [l'enfant vit sous la terreur de l'autorité du père]. C'est un magnifique devoir de confiance que de faire don de soi dans le malheur [il s'offre en sacrifice aux jeux parentaux].* » Et puis, dans la seconde partie : « *Un dénuement extrême me serre le cœur [l'enfant vit une détresse profonde]. Comme c'est dur de faire taire mon angoisse pour t'écouter, père [il utilise sa force et son amour pour refouler ses sentiments].* »

L'octogénaire qui vient d'être propulsé à la tête de l'État est revêtu d'un prestige sans égal. Pourtant, il s'incline lui-même devant la figure paternelle d'un Hitler, auquel il semble faire don de sa personne. Telle apparaissait tout au moins la signification inconsciente de sa

résignation : derrière la façade patriotique se cache une admiration sans bornes pour les idées d'ordre que symbolise le chancelier allemand. De leur côté, des commentateurs de l'époque saluèrent « *le grand chef militaire qui, appelé trop tard au secours d'irrémédiables faiblesses, sut néanmoins donner à l'armée l'armistice, à la flotte, à l'Empire, au pays, le salut* » ou encore « *l'homme providentiel, désigné pour le salut de notre pays, avec cette sorte de puissance et de majesté que Michel-Ange prête à sa Pieta portant sur ses genoux le Christ destiné à la résurrection ; ainsi le maréchal Pétain a-t-il soutenu la France blessée qui ressuscitera elle aussi.* »

Une bourgeoisie « capitularde ».

Pour comprendre un tel enthousiasme, une telle admiration, il faut remonter quelques années en arrière. La France de l'entre-deux-guerres connaît le même drame social qui domina le 19^e siècle : quelques puissantes familles accaparent les forces et les richesses de la nation. Mais un nombre croissant de citoyens ouvrent les yeux sur la réalité de leur condition, sur le système qui les enveloppe et qui les tient. En 1936, la victoire électorale du Front populaire provoque un formidable espoir de changements sociaux mais elle accroît aussi les angoisses et la colère des possédants. Pour ces derniers, l'Allemagne - l'ancien ennemi - prend un visage amical pour avoir su repousser le bolchévisme. Ils trouvent auprès du maréchal Pétain une figure paternelle rassurante parce que lui aussi aime l'ordre et sera - selon ses propres termes - l'homme qui « *expie les péchés du Front populaire* ».

Le rejeuement qui s'installe et culmine avec l'occupation de la France par l'Allemagne peut se résumer ainsi : « *Vous, le peuple, avez poussé trop loin le goût de la liberté. Il faut maintenant vous attendre à un retour de bâton.* » Inconsciemment, nombreux sont ceux qui comptent sur la punition paternelle et présentent déjà leur derrière pour recevoir la raclée. Pour des raisons que nous allons voir maintenant, Philippe Pétain se révèle être le leader idéal de cette mise en scène collective parce qu'il saura livrer son pays à la furie allemande tout en donnant l'apparence du contraire.

Le chancelier Hitler a de puissantes raisons pour souhaiter voir la France aux mains de cet homme. Le Maréchal est une figure humiliée de la première guerre mondiale et cache ses ressentiments derrière un prestige de façade, conféré par son âge. Contrairement à une légende populaire, il n'est pas « le vainqueur de Verdun » mais bien celui qui - en 1916 - conseilla l'abandon de la rive droite de la Meuse. Le Maréchal Joffre lui interdit par deux fois ce repli désastreux et notera plus tard dans ses Mémoires : « [...] *je tiens à affirmer que le vrai sauveur de Verdun fut Nivelle.* » En 1918, le général Pétain s'emploie à contrecarrer les dessins offensifs du général Foch et prépare un vaste repli des armées françaises vers le sud. Il estime la victoire impossible et fait donner l'ordre d'évacuer Reims. Foch doit rattraper ces interventions déplorables.

L'incurable pessimisme de Pétain était connu de tous les chefs, civils et militaires, au point que le général anglais Wilson en parlait comme d'un « *général pacifiste* ». Selon Paul Valéry, sa gloire majeure ne serait pas d'avoir « sauvé Verdun » mais d'avoir rétabli l'ordre dans l'armée après les mutineries du désespoir qui marquèrent la dure année 1917. On sait en effet que Pétain fit fusiller un certain nombre de soldats. Au fond, ces derniers étaient coupables d'exprimer ouvertement le défaitisme que lui-même refoulait. Convaincu jusqu'au bout de la supériorité allemande, Pétain fut nommé maréchal dans l'euphorie de la victoire, pour éviter des discriminations fâcheuses et ne pas aigrir davantage un tempérament rancunier, capable de nourrir de très longues haines.

Une défaite préméditée.

La suite des événements montre comment le Maréchal travailla en sous-main pour miner les intérêts de la République face à la montée de la puissance allemande. En 1934, alors ministre de la guerre, le maréchal Pétain réduit lui-même de 603 millions à 470 les crédits militaires que le Parlement avait votés. Il se bornera à n'en utiliser que 403, tandis que l'Allemagne porte à un milliard et demi son budget de la guerre. La même année, devant la Commission de l'armée du Sénat, il déclare : « *Les forêts des Ardennes sont impénétrables. Ce secteur n'est pas dangereux.* » En conséquence, les crédits nécessaires à la fortification de la frontière nord ne sont pas débloqués, laissant dans cette région une faille par laquelle les blindés allemands

opéreront leur percée. En mai 1940, cinq jours suffisent aux armées de Hitler pour percer le front français à Sedan. Loin de s'en inquiéter, le Maréchal laisse entendre que cette défaite est imputable au gouvernement du Front populaire qui aurait laissé la France désarmée face à l'Allemagne. Pourtant, une analyse détaillée des forces en présence démontre que les Allemands mirent en ligne un peu moins de 4'000 chars, tandis que l'on en possédait au moins 4'600 du côté français. Selon un général, la portion du programme d'armement exécutée à la déclaration de guerre était largement conforme aux prévisions et la France parfaitement capable de tenir tête à l'ennemi. L'armée française était à même d'établir un barrage comportant dix canons antichars au kilomètre. Mais les divisions françaises présentes sur le front de Sedan en sont étonnamment dépourvues.

Pour les Français ignorant dans l'ensemble ses desseins secrets, la gloire du Maréchal demeure entière ; tout le personnel militaire est maintenant associé à la lutte ou du moins le croit-on. Le président du Conseil Paul Reynaud connaît l'histoire et les fâcheux comportements de Pétain, mais il sait également l'immense prestige de ce nom sur la foule. Le 18 mai 1940, il le fait entrer au gouvernement et déclare : « *Le maréchal Pétain est désormais à mes côtés, mettant toute sa sagesse et toute sa force au service du pays ; il y restera jusqu' à la victoire.* »

À ce stade du jeu collectif, la figure emblématique du vieux militaire galvanise la stupeur nationale. Mais le double objectif de Pétain est déjà clairement défini : a) provoquer rapidement la cessation des hostilités par une demande d'armistice et b) s'emparer du pouvoir absolu en liquidant la République. De son côté, le président Reynaud est toujours décidé à poursuivre la guerre et à transférer le gouvernement en Afrique du Nord. Pendant plusieurs semaines, les partisans de l'armistice travaillent à miner le gouvernement Reynaud, lui ôtant, à l'aide de promesses, autant de ministres qu'ils le peuvent. Le 16 juin à vingt heures, découragé, Paul Reynaud démissionne et Philippe Pétain devient président du Conseil.

Livrer le peuple à l'ennemi.

Le soir même, le Maréchal adresse au Führer une note lui demandant de faire connaître les conditions d'un armistice. Et sans attendre la réponse allemande, il annonce aux Français sa décision le lendemain, d'une voix qu'un laudateur qualifiera de « *pathétique, véridique, poignante comme la prière des agonisants.* » Mais la capitulation n'est pas encore signée. Le Président de la République, les présidents de la Chambre et du Sénat s'accrochent encore à l'idée d'un transfert du gouvernement à Alger, que Pétain feint d'assimiler à une désertion. Les militaires dicteront désormais leur conduite aux élus : le 22 juin, le Maréchal donne l'ordre de signer l'armistice, puis fait entrer Pierre Laval dans son cabinet, en qualité de ministre d'État. Il n'y a plus alors qu'à renverser la République.

Dans les discours qu'il a déjà tenu aux Français, Philippe Pétain s'est soigneusement abstenu d'indiquer les « *réformes constitutionnelles* » qu'il prépare. Il n'a parlé qu'en termes vagues de « *redressement intellectuel et moral* ». Début juillet, M. Laval déploie un effort incessant pour convaincre les parlementaires - convoqués à Vichy - qu'un changement profond des institutions est nécessaire. Le 10, après un discours persuasif devant l'Assemblée, il fait voter cet article unique : « *L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous la signature et l'autorité du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, la nouvelle Constitution de l'État français.* » Le lendemain, en vertu de ces pouvoirs, le Maréchal se proclame chef de l'État et met fin à la III^e République. Alors qu'il déclarait agir dans l'ordre et la légalité républicaine, son premier acte est d'abroger l'article 2 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 qui, précisément, instituait en France la République. Philippe Pétain allait pouvoir désormais imposer à la France ce qu'il nomma plus tard « *la politique pour laquelle j'ai demandé l'armistice.* »

Une nation coupée en deux.

Bien que le Maréchal ait intrigué pour affaiblir la France et parvenir au pouvoir, il est clair qu'il se présente en leader d'une nation partiellement acquise à l'esprit de collaboration avec l'Allemagne nazie. Les « *pacifistes* » de cette époque ne sont pas les gens de gauche mais bien les « *nationaux* », dont les porte-parole se vanteront d'avoir combattu l'idée même d'une guerre contre l'Allemagne, au nom du « *réalisme* ». Ils expriment les convictions d'une

psycho-classe particulière qui, depuis la Révolution française, a toujours craint le « *virus démocratique* » comme la peste. Mais que dire de ceux qui - ayant soutenu le Front populaire - se laissèrent trop facilement duper par la propagande insidieuse des défaitistes ? Que dire de l'attitude du gouvernement lui-même, lorsqu'en 1937 il décide d'étouffer l'affaire du Comité secret d'action révolutionnaire, un groupe de « *nationaux* » armé par l'ennemi et responsable de deux attentats à la bombe destinés à déstabiliser la République ?

Désormais, la France est coupée en deux. D'un côté ceux qui s'en remettent - bon gré - à l'autoritarisme paternaliste de Pétain : pour eux, la République a dépassé les bornes (les quarante heures, les congés payés) et la punition n'était que prévisible. De l'autre, ceux qui se décident à combattre et se rallient peu à peu autour d'une autre figure paternelle : le général de Gaulle. Dans son allocution du 22 juin 1940, le jour même de la signature de l'armistice franco-allemand, ce dernier fait état des « *ressources immenses* » des alliés et des « *gigantesques possibilités de l'industrie américaine.* » Il va désormais incarner l'espoir d'une douloureuse renaissance. Voici une analyse fantasmatique de cette intervention radiodiffusée depuis Londres :

Démobilisées - livrées - asservissement - absurde - abandon - vaste Empire - immense - gigantesques - triomphent - servitude.

Une traduction du contenu émotionnel pourrait être : « *Je suis démobilisé, livré à l'asservissement, à un absurde abandon [l'enfant est le jouet des rejeuements parentaux]. Mais un vaste Empire, immense et gigantesque, me permet de triompher de la servitude [mais il a reçu assez d'amour pour avoir la force de s'individuer].* »

Si l'on compare cette analyse à celle du discours de Pétain, le 17 juin, il apparaît vite que les deux hommes n'ont pas le même mode de jeu. L'un est envahi par des sentiments d'impuissance, l'autre est confiant dans ses ressources et invite ses compatriotes à s'identifier à son combat. Psychiquement, l'un fusionne avec son père tout puissant tandis que l'autre s'en différencie. Leurs choix politiques en découlent : le premier se porte à la tête d'un régime autoritaire auquel il prête une vertu civilisatrice, le second œuvrera pour rétablir un régime démocratique qui implique un partage du pouvoir.

marc-andre.cotton@wanadoo.fr

(Article paru dans la revue Motus d'août 2001 <www.motus.ch>)

08/2001 © *www.regardconscient.net*
Reproduction autorisée avec mention de la source

Sources historiques :

Henri Guillemin, La vérité sur l'affaire Pétain, éditions Utopie, Diffusion Différente, F-40320 BATS, 1996